

Département

du

Pas-de-Calais

Arrondissement

de LENS

VILLE DE COURRIERES

ARRETE DU MAIRE

I.T. N° 2024/141

Nous, Christophe PILCH, Maire de Courrières,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L.2212-2,

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L 3334-2 et L 3335-1,

Considérant la demande du 9 octobre 2024 formulée par « **l'APE Moulin-Michel de Courrières** » d'installer un débit de boissons temporaire lors de la boum organisée par ladite association

ARRETE

ARTICLE 1 : l'APE Moulin-Michel de Courrières est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire

Le samedi 19 octobre 2024 de 14h00 à 19h00, dans la salle du Centre Culturel, rue Aristide Briand à Courrières

À sa charge de se conformer à toutes les prescriptions des règlements et lois sur la tenue et la police des débits de boissons.

ARTICLE 2 : Les boissons mises en vente sous quelque forme que ce soit sont limitées aux boissons **du premier groupe** définies par l'article L3321-1 du Code de la santé publique.

Boissons du premier groupe : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Commandant de Police de CARVIN, la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Mairie ce jour.

Fait à Courrières, le 9 octobre 2024

Le Maire,

Notifié à l'intéressé(e)
le

Christophe PILCH

Publié le 10 octobre 2024

Voies et délais de recours

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.